

UNIVERSITE DE NANTES

ANNEE : 2008/2009

U.F.R DE LANGUES - CENTRE INTERNATIONAL DE LANGUES
LEA

SESSION 1 -

DIPLOME : CYCLE :LICENCE..... NIVEAU :2.....

DATE : 16 janvier 2009

HEURE : 10h30

SALLE : Beauj. Palais

DUREE : 2.h ...

UNITE D'ENSEIGNEMENT CONCERNEE :

INTITULE DE L'EPREUVE :Langue de Spécialité Anglais.....

EPREUVE POUR DA& ASSIDUS

DOCUMENTS AUTORISES :aucun.....

NOM DU PROFESSEUR RESPONSABLE :Madame Françoise Tusques-Venise.....

OBSERVATION DU PROFESSEUR :

1. Write a summary in English (around 250 words) of the following text.**Des Jeux olympiques déjà trop chers pour Londres**

Le Figaro, 14/11/2008

Les premiers Jeux olympiques organisés à Londres en 1908 n'auraient pas dû se dérouler en Grande-Bretagne, mais à Rome. À l'époque, la grave crise financière provoquée par l'éruption catastrophique du Vésuve, qui ravagea Naples en 1906, avait contraint l'Italie à abandonner l'organisation des Jeux. Un siècle plus tard, c'est un cataclysme financier d'un autre ordre qui ébranle la candidature de Londres pour les Jeux de 2012.

Le Royaume-Uni ne va pas abandonner en chemin l'organisation de la prochaine olympiade, mais Tessa Jowell, la ministre en charge des Jeux, a exprimé tout haut ses regrets sur la tenue d'un événement aussi coûteux dans le contexte actuel. «Si nous avions su ce que nous savons maintenant, aurions-nous postulé pour accueillir les JO ? Il est quasiment certain que non», a-t-elle reconnu lors d'un dîner avec des responsables de l'industrie des loisirs, a rapporté jeudi le *Daily Telegraph*.

Au fil des mois, le budget de ces Jeux a explosé, dans une situation économique de plus en plus difficile pour la Grande-Bretagne. Encore plus qu'ailleurs en Europe, la crise financière a eu un impact brutal sur l'économie du pays, en raison du poids considérable des banques et des services financiers (qui représentent 15 % du PIB britannique) et de l'arrêt brutal des crédits faciles qui dopaient depuis des années la consommation.

Mercredi, Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre, a admis que le pays était probablement déjà en récession, même s'il fallait attendre le début de l'année prochaine pour constater une diminution du PIB sur deux trimestres d'affilée. En 2005, lors du processus de sélection des villes candidates à Singapour, remporté de quatre voix par Londres devant Paris, les officiels britanniques annonçaient avec sérieux que leur projet ne coûterait que 2 milliards de livres, grâce à l'utilisation d'infrastructures existantes (Wembley pour le football, Wimbledon pour le tennis) et à l'absence de grande installation pharaonique qui ne servirait à rien après la cérémonie de clôture. Mais très rapidement, cette estimation fantaisiste a plus que quadruplé, et le budget total annoncé l'an dernier par le gouvernement était de 9,3 milliards de livres (11 milliards d'euros), en tenant compte de marges de sécurité confortables de 2,7 milliards de livres liés à de possibles dépassements.

Les promoteurs en panne de financements

Depuis l'annonce du budget olympique en mars 2007, la crise du crédit a frappé, et les promoteurs immobiliers qui devaient avancer la moitié des coûts de construction des grandes infrastructures n'arrivent plus à trouver les financements nécessaires auprès des banques. Pour ne rien arranger, le marché de l'immobilier, après des années de croissance folle, pourrait reculer de plus de 15 % l'année prochaine, ce qui complique la perspective de revente de certains locaux après 2012.

Le chantier le plus emblématique de cette situation est celui du village olympique, un énorme complexe destiné à héberger pendant quelques semaines 17 000 athlètes étrangers et qui sera situé près du futur stade olympique, dans l'est de Londres. Pour limiter les coûts, le nombre d'appartements a déjà été réduit de 4 300 à 3 000, ce qui obligera les athlètes à s'entasser un peu plus. Un contrat passé avec le promoteur immobilier australien Lend Lease Corp prévoyait que ce dernier investisse 650 millions de livres sur ce chantier de 1 milliard de livres (1,2 milliard d'euros). En échange, le promoteur aura le droit de revendre les logements construits en profitant des énormes travaux de réhabilitation qui doivent transformer ces anciens terrains industriels en un «nouveau Hyde Park» dans l'est de la capitale.

Mais, dans le contexte actuel, Lend Lease n'arrive pas à tenir ses engagements, et l'État a déjà été obligé de faire un chèque supplémentaire de 95 millions de livres

